

vendredi, 17 avril 2015 19:22

# La Russie a-t-elle commis une erreur stratégique au sujet du Yémen ?!!

IRIB – Il paraît qu'une autre fois, et, cette fois-ci, au Yémen, la Russie a commis une erreur de calcul d'ordre stratégique,

permettant à la coalition arabe de larguer sans relâche ses bombes sur les civils sans défense yéménites. La résolution 2216 proposée par le Conseil de Coopération du Golfe Persique a été adoptée, le 14 avril, par le Conseil de Sécurité, avec 14 votes positifs et l'abstention de la Russie. Cette résolution prévoit une sanction sur les armes pour le mouvement populaire Ansarullah, boycotte son leader Abdel Malek Al-Houthi et demande à ce mouvement de céder le pouvoir. Ne faisant aucune allusion à l'agression saoudienne contre le Yémen, la résolution onusienne demande aux parties en lice de préserver la population civile. Le Secrétaire général des Nations Unies devra, quant à lui, redoubler d'efforts, afin de faire parvenir les aides humanitaires aux yéménites et d'aider à l'instauration de la trêve ; or, au cours de ces trois dernières semaines, Riyad a plus d'une fois empêché l'envoi des aides humanitaires internationales à destination du peuple yéménite. Sur ce fond, le vote positif de la Chine et du Venezuela et l'abstention de la Russie vis-à-vis de la résolution sur la situation au Yémen donnent matière à la réflexion et l'analyse.

En général, la Russie et la Chine ont l'habitude d'exprimer, souvent, une seule et même revendication, dans l'examen des dossiers internationaux, et qui consiste à réduire l'exercice du pouvoir militaire unilatéral états-uniens dans la région et dans le monde. S'agissant du cas yéménite, bien que les Etats-Unis n'aient pas, apparemment, d'intervention militaire directe au Yémen, en revanche, les forces arabes sous la houlette de l'Arabie saoudite profitent de l'appui logistique et sous forme de renseignement américain. Cela dit, il semble que Moscou et Pékin aient décidé d'agir selon leurs propres intérêts, à eux, sans s'impliquer dans un conflit régional. Le fait qu'ils ne soutiennent pas la vaste coalition arabe dans la guerre contre le Yémen prouve aussi cette hypothèse. En fait, Evitant, intelligemment, les foyers d'affrontements, les chinois cherchent toujours à assurer pacifiquement un maximum de leurs intérêts. Ils ne se focalisent que sur les crises se produisant dans leur environnement sécuritaire immédiat et se retirent, avec tolérance, de leurs positions, dès que les coûts durs à payer commencent à s'imposer. Sur ce fond, l'abstention de la Russie paraissait plus inattendue que les OUI chinois et vénézuélien ; d'autant plus que les Russes avaient, eux même, remis auparavant au CS de l'ONU, l'avant-texte d'une résolution sous forme de bon office et qui demandait aux parties impliquées d'arrêter le bombardement aérien dans le cadre de défense des droits de l'Homme, afin qu'on puisse évacuer les ressortissants étrangers du Yémen et faire parvenir les aides humanitaires aux civils yéménites qui en ont besoin. Abandonnant totalement leur projet, les Russes ont adhéré, au final, à la résolution proposée par les Arabes, avec une abstention dans laquelle on pourrait même voir un vote positif, dans la mesure où elle a facilité l'adoption de cette résolution. Cet événement devient encore plus étonnant, lorsqu'on se souvient des déclarations contradictoires de Vitaly Churkin, Représentant permanent de la Fédération de Russie aux Nations Unies. Lors du vote, Vitaly Churkin a affirmé que la Russie s'abstenait, parce que la résolution proposée par le CCGP sur le Yémen ne prenait pas en compte les propositions de Moscou. « Cette résolutions ne prend pas en considération les dommages que les opérations militaires font subir au Yémen (...), nous soutiendrons quand même les efforts de l'ONU, dans le sens d'une reprise des négociations yéménites », a-t-il dit. Et le communiqué publié jeudi par le Ministère russe des Affaires étrangères nous apprend : « Moscou n'a pas soutenu la résolution du conseil de sécurité sur le Yémen, parce que l'objectif de cette résolution n'est pas l'instauration du cessez-le-feu et la reprise du dialogue entre les parties impliquées dans le conflit au Yémen ». Toujours selon le communiqué, les représentants de ce pays ont pris part activement à la rédaction de l'avant-texte de la résolution sur le Yémen, mais les propositions qu'ils avaient élaborées ont été rejetées. Mais la question reste de savoir pourquoi Moscou n'a pas apposé son veto à cette résolution, si elle souhaitait vraiment que ses propositions soient prises en compte ?...En outre, cette abstention est en contraste avec l'image que

les Russes cherchent souvent à faire passer de leur pays, en tant qu'une puissance mondiale, ayant un rôle positif et stratégique, dans le règlement des grandes crises internationales, et ce, face aux intérêts de l'Occident ! N'est-ce pas que la Russie et la Chine, d'ailleurs, ont plusieurs fois apposé leur veto aux résolutions proposées par les U.S.A ou autres pays, et qui prévoyaient plus de sanctions et pressions suivant le chapitre 7 des Nations Unies contre le gouvernement d'Assad en Syrie ? Et quant à l'Ukraine, la Russie a sérieusement défié le camp occidental. Même après la chute du gouvernement ukrainien, la Russie a armé les rebelles pro-russes, et nous sommes été témoin du retour de la Crimée à la Russie.

Pour justifier ce comportement, certains analystes tiennent à dire que l'importance stratégique de ces deux pays (la Syrie et l'Ukraine), pour Moscou, est beaucoup plus grande que ne l'est le Yémen. Mais vu sa situation géopolitique qui assure à ce pays son contrôle sur le détroit de Bab el-Mandeb, un itinéraire stratégique reliant le golfe d'Aden à la mer Rouge, le Yémen, aussi, aurait dû pouvoir conduire les Russes, à se montrer plus actifs et plus sérieux, pour mettre fin aux affrontements et attaques dans ce pays. En outre, un regard sur les antécédents historiques des Russes au Yémen montre que plus de 5.000 conseillers russes étaient présents au Sud plutôt communiste du Yémen, pendant la seconde moitié du 20ème siècle, tandis que plus de 50.000 militaires yéménites avaient été formés en ex URSS. Ce qui veut dire que les structures de l'armée au Yémen, à l'instar de l'Irak, sont russes et de ce fait, la préservation de cette infrastructure et ces liens aurait dû être une priorité pour Moscou. Et puisque les Russes ont d'importants intérêts au Yémen, on s'attendait à ce que la Russie mobilise un maximum de capacités diplomatiques ainsi que son droit de veto au conseil de sécurité, en faveur des courants qui lui sont plus proches, presque comme ce qui s'est produit au CS concernant l'affaire syrienne. Cependant, cette approche jugée étrange, on l'a vue auparavant envers les affaires libyenne et irakienne et à termes, s'est avérée au détriment de Moscou, tandis que ces deux pays (L'Irak et la Libye) sont toujours aux prises avec le chaos et les agitations. Cela dit, il paraît que Moscou a une fois de plus commis une erreur de calcul stratégique, permettant, dans les faits, que le bombardement des civils yéménites se poursuive. Sur le terrain, un sentiment de répugnance envers les agresseurs se renforce chaque instant au Yémen et les responsables russes devraient veiller à ne pas trop se souiller dans ces troubles...

(Avec Mashregh News)